

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEPE des Quatre Vallées

105 rue La Fayette
75010 Paris

Références : D2e 2026-99
Code AIOT : 0005704214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2026 dans l'établissement SEPE des Quatre Vallées implanté Lieu dit Voie de Vetry 51320 Coole. L'inspection a été annoncée le 09/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à un incendie survenu dans la nacelle de l'éolienne E6 le 22/08/2022 lors d'une intervention de maintenance. Son objectif était de faire un point d'étape sur l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences n°2022-APMU-162-IC pris le 24/08/2022, et destiné à encadrer le maintien de la sécurité du site ainsi que la remise en service du parc.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE des Quatre Vallées

- Lieu dit Voie de Vatry 51320 Coole
- Code AIOT : 0005704214
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce parc est constitué de 6 éoliennes et a été mis en service en juin 2012.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 31/12/1899, article 4	Sans objet
2	Suivi de l'APMU - rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 4	Sans objet
3	Suivi de l'APMU - déchets	AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 6	Sans objet
4	Suivi de l'APMU et remise en service de l'éolienne E6	AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 1 à 8	Sans objet
5	Documents à disposition de l'IIC	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – I	Sans objet
6	Conformité acoustique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Sans objet
7	Conformité des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
8	Mise à la terre et installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9 et 10	Sans objet
9	Mises à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
10	Contrôles des brides et pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
11	Manuel d'entretien et registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
12	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30, 31	Sans objet
13	Voies d'accès et abords	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Balisateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
15	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
16	Identification	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
17	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
19	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de la visite ont permis de confirmer que l'ensemble des prescriptions de l'APMU du 24 août 2022 a été respecté. Il est désormais caduc.

Les tests et contrôles réglementaires préalables à la remise en service de l'éolienne E6 réparée ont été effectués et ne révèlent aucune non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1899, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Identité de l'exploitant et localisation des installations du site
Constats : L'exploitant a fourni à l'Inspection l'extrait KBis de l'établissement et son numéro SIRET afin de mettre à jour les données administratives du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi de l'APMU - rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de l'APMU - rapport d'accident
Prescription contrôlée : Un incendie est survenu dans la nacelle de l'éolienne E6 le 22/08/2022 lors d'une intervention de

maintenance. Suite à une visite réactive réalisée le lendemain, un arrêté préfectoral de mesures d'urgences n°2022-APMU-162-IC a été pris le 24/08/2022 afin d'encadrer le maintien de la sécurité du site ainsi que la remise en service du parc.

ARTICLE 4- Rapport circonstancié d'incident/accident

Sous quinze jours à compter du 22 août 2022, date de l'accident sur l'éolienne E6, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident qui précise les circonstances et la chronologie de l'évènement, les causes et les conséquences de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme.

L'exploitant transmet ensuite à l'inspection des installations classées toute nouvelle information relative à l'accident recueillie après la remise de ce rapport.

Constats :

Suite à l'incendie de la nacelle de l'éolienne E6 en 2022, l'exploitant a immédiatement transmis à l'Inspection la "fiche de notification d'accident/incident" à destination du Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI). Cette fiche a ensuite été complétée le 05/10/2022 puis également transmise au BARPI.

Les causes de l'accident étant désormais connues, l'exploitant a transmis par courriel du 24 février 2026 à l'Inspection, cette fiche complétée des derniers éléments connus, de son retour d'expérience et des actions mises en place pour éviter que cet accident ne se reproduise.

L'Inspection fait suivre cette dernière fiche complétée au BARPI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi de l'APMU - déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de l'APMU - déchets

Prescription contrôlée :

ARTICLE 6- déchets

[...]

Dès lors que le périmètre de sécurité est levé, le nettoyage de l'ensemble des déchets générés par l'accident est réalisé sur la totalité de la zone concernée.

Ces déchets sont conditionnés et stockés de telle manière qu'ils ne puissent porter atteinte aux intérêts exprimés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, le temps nécessaire aux expertises en cours. Ils sont évacués et éliminés par les filières autorisées. Les bordereaux de suivi et d'élimination des déchets correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection.

Constats :

Un document complet "Bilan matière et bordereau de suivi des déchets du chantier Parc éolien Quatre Vallées I" a été présenté à l'Inspection puis transmis par courriel du 24 février 2026.

Les travaux de découpe des pales, du hub et de la nacelle de l'éolienne E6 ont été réalisés du 4 au 15 mars 2024 pour recyclage et valorisation.

Les bordereaux de suivi et d'élimination permettent la traçabilité des déchets générés par

l'accident. Ils ont été évacués et éliminés par les filières autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi de l'APMU et remise en service de l'éolienne E6

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/08/2022, article 1 à 8
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de l'APMU et remise en service de l'éolienne E6
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 8- remise en service</p> <p>La remise en service de tout ou partie des installations placées à l'arrêt consécutivement à l'accident du 22 août 2022 fait l'objet d'une information préalable de l'Inspection des installations classées, précisant la nature des installations concernées et les modalités de remise en service.</p> <p>Remise en service de l'éolienne E6 : l'exploitant justifie du respect des mesures applicables à toute mise en service d'une éolienne conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les actions menées par l'exploitant suite à l'incendie survenu le 22/08/2022 dans la nacelle de l'éolienne E6 ont été réalisées dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2022-APMU-162-IC pris consécutivement le 24/08/2022.</p> <p>Par courriel du 8/10/2025, l'exploitant a informé l'Inspection de la remise en service de l'éolienne E6 le 01/10/2025.</p> <p>Le mat a été maintenu en place, seul le dernier tronçon (sur les 4 que compte l'éolienne) a nécessité un démontage et une réparation. La nacelle est neuve et identique à celle d'origine. Les caractéristiques de gabarit et de puissance de E6 sont inchangées.</p> <p>Le récolement de l'éolienne E6 réparée, réalisé ce jour, permet de constater que les mesures applicables à toute mise en service d'une éolienne ont été respectées conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 août 2011 et d'ainsi solder cet APMU.</p> <p>L'éolienne sera très prochainement remise en production, après que les dernières réserves (sans lien avec l'AM du 26/08/2011 relatif aux parcs éoliens) seront levées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Documents à disposition de l'IIC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – I
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition de l'IIC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p> <p>Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires</p>

<p>comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.</p> <p>Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les documents demandés ont été présentés.</p> <p>Certains d'entre eux sont rédigés en langue anglaise. Il est rappelé à l'exploitant que les documents présentés doivent être rédigés en langue française. L'exploitant devra s'assurer que cette règle soit dorénavant appliquée à l'ensemble des documents destinés à être consultés par l'Inspection, conformément à l'article 2.3 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Conformité acoustique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité acoustique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>II.-Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26, ainsi que leur traitement, sont conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Bien que cette prescription doive faire suite à la mise en service des éoliennes, l'Inspection considère que cette prescription n'est pas à renouveler suite à la remise en service de l'éolienne réparée. Le rapport acoustique initial, réalisé en 2013, ne faisait ressortir aucune non conformité, de jour comme de nuit, ni de tonalité marquée. De plus, aucune plainte ni signalement n'ont été relevés depuis la mise en service initiale du parc éolien.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Conformité des aérogénérateurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des aérogénérateurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa</p>

<p>durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration de conformité de l'aérogénérateur E6 réparé, signée le 19 février 2025 par le constructeur, a été présentée à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Mise à la terre et installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9 et 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre et installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>art. 9 : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. [...]</p> <p>art.10 : L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. [...]. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un rapport de contrôle préalable à la mise en service de l'éolienne E6 réparée, réalisé le 5 mai 2025 par un organisme compétent, atteste de sa mise à la terre ainsi que de la conformité de ses équipements et installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Mises à l'arrêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mises à l'arrêt</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. [...]
<p>Constats :</p> <p>Aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>Les rapports des essais réalisés en février 2026 par un organisme compétent préalablement à la mise en service de l'éolienne E6 réparée ont été présentés à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Contrôles des brides et pales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>« II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>« III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>« L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>« Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>« IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. »</p>
<p>Constats :</p>

Aucune non-conformité n'a été constatée. Les rapports des contrôles réalisés par un organisme compétent préalablement à la mise en service de l'éolienne E6 ont été présentés à l'inspection. Étant donné les travaux réalisés sur l'éolienne E6 et que le mat est resté un certain temps en place sans supporter le poids d'une nacelle, l'exploitant a fait procéder au contrôle de l'ensemble des fixations et serrages (et non par tiers) de la totalité de l'aérogénérateur (nacelle + l'ensemble des tronçons du mat).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Manuel d'entretien et registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien et registre de maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

L'ensemble des interventions sur les éoliennes du parc, ainsi que leurs suivis, sont consignés au fil de l'eau dans un registre informatique. Il a été présenté à l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30, 31

Thème(s) : Risques accidentels, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté. Ce montant est réactualisé par un nouveau calcul lors de leur première constitution avant la mise en service industrielle.

Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.

Constats :

L'acte de cautionnement en cours a été transmis à l'Inspection. Il expirera en 2030. L'engagement de cautionnement sera alors à renouveler et actualiser le cas échéant, puis à transmettre avant

cette échéance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Voies d'accès et abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Voies d'accès et abords
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les voies d'accès sont carrossables. La plateforme de l'éolienne E6 a complètement été refaite. Elle est exempte de végétation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Le balisage de l'éolienne E6 est en fonctionnement et synchronisé avec le reste du parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations
Prescription contrôlée : Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats :

<p>Aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>Les équipements visités sont maintenus fermés à clé et sont équipés d'alarmes, y compris l'éolienne E6.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Identification

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Identification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>« Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <p>« - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</p> <p>« - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</p> <p>« - la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</p> <p>« - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'aérogénérateur est bien identifié par un numéro lisible et identique à celui indiqué dans l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Le jour de la visite, l'Inspection a signalé à l'exploitant que le panneau rappelant aux tiers les différentes mises en garde n'était pas présent au niveau de la plateforme de l'éolienne E6. N'ayant plus de support, il était entreposé à l'intérieur du mat.</p> <p>Par courriel du 24 février 2026, l'exploitant a transmis à l'Inspection une photo attestant de la remise en place de ce panneau à l'entrée de la plateforme de E6.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune non-conformité n'a été constatée. L'intérieur du poste de livraison et le pied du mât de l'éolienne E6 sont propres et libres de tout entreposage.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »
Constats : Aucune non-conformité n'a été constatée. Les extincteurs présents dans le poste de livraison et l'extincteur en pied de l'éolienne E6 ont notamment été vérifiés en mai 2025, ils sont visibles et accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères [...] ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation[...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.[...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.[...]Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : Le prochain suivi environnemental du parc éolien sera réalisé à compter du printemps 2026. Un bridage en faveur des espèces volantes est mis en place sur ce parc. Le re-paramétrage de l'éolienne E6, concernée par ce bridage, est en cours. L'Inspection n'émet pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite